

# LA VÉRITÉ

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4<sup>e</sup> internationale

RÉDACTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11<sup>e</sup>). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr.

3 mois : 350 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr.

C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

# PARAITRA CHAQUE MOIS

SUR 32 PAGES

à partir du 1<sup>er</sup> Novembre

## Le 28 Septembre SES CAUSES SES LEÇONS

**C**OMMENTANT, au nom de l'Union des Forces Démocratiques, les résultats du référendum, Daniel Mayer a déclaré : « Qui est vaincu ? C'est le parti communiste et c'est aussi nous-mêmes. Mais qui est le vainqueur ? Nous ne le savons pas. Est-ce que ce sont les hommes partisans de la négociation en Algérie ou ceux qui sont partisans de l'intégration ? » Les choses sont pourtant plus simples

que ne le dit Daniel Mayer, pour peu que l'on quitte le domaine des spéculations sur la politique algérienne du gouvernement de Gaulle et des fausses questions sur le sens des OUI, pour juger des résultats du référendum en termes de classe. La défaite des NON, c'est celle de la classe ouvrière. La victoire des OUI, c'est, en tout état de cause, celle de la bourgeoisie.

Souvenons-nous des élections de 1956. Les votes au 2 janvier traduisaient sur le terrain électoral la poussée que la classe ouvrière exerçait par ses luttes. Ils donnaient une « photographie » relativement fidèle de la réalité française, ils exprimaient les rapports existants entre les classes. Un glissement à gauche entraînait vers les partis ouvriers d'importantes couches petites bourgeoises. La grande masse des salariés bloquait ses suffrages sur les deux grands partis ouvriers. Le Parti Communiste Français gagnait plus de 400.000 voix, le Parti Socialiste 450.000. Rien que dans la Seine, près de 200.000 électeurs nouveaux votaient pour le P.C.F.

Ces votes ne signifiaient nullement que les travailleurs ratifiaient la politique des deux grands partis qui se réclamaient d'eux. Dans le cadre de la lutte revendicative, beaucoup d'entre eux avaient fait une profonde expérience de leur inefficacité et avaient commencé à en tirer les leçons. Le 2 janvier 1956, c'est d'abord pour la « Paix en Algérie », mot d'ordre clé de la campagne électorale du P.S. comme du P.C.F., que se prononcèrent les travailleurs. Sur le terrain électoral comme sur les autres, la classe ouvrière, avec les moyens qu'elle avait en main, à travers les organisations existantes, marqua son opposition au régime. Ce phénomène fut particulièrement net dans la région nantaise, là où, quelques mois auparavant, l'appareil politique et syndical des grands partis ouvriers avait dû céder devant les masses, où les ouvriers s'étaient heurtés à la bureaucratie, le P.C.F. gagnait 11.500 voix et le P.S. en gagnait 25.523. En Loire-Atlantique, au total, sur 370.000 suffrages exprimés, plus de 110.000 revenaient aux deux partis ouvriers !

Ces élections n'avaient rien de décisif, elles n'apportaient rien de nouveau, elles ne faisaient que refléter le haut niveau atteint par la lutte de classes en France, la combativité des larges masses, leur volonté unanime d'en finir avec la guerre d'Algérie. Elles

étaient une expression de cette montée de la classe ouvrière qui se poursuivait depuis plusieurs années et que marquaient la grève générale d'août 1953, l'un des sommets de la lutte de classe dans ce pays ; les extraordinaires combats des métallos nantais en août-septembre 55, les premières et violentes manifestations de rappelés en novembre 1955, les manifestations de jeunes...

Mais aujourd'hui, que reflètent donc les résultats du 28 septembre ? En dépit de la campagne menée pour le NON par Mendès-France, par le Parti Socialiste Autonome et par l'U.G.S., en dépit des prises de positions de l'ensemble des syndicats d'enseignants, il y a eu au total moins de NON que de voix communistes en 1956. Il s'en faut de 900.000 voix ! Dans ce chiffre, qui signifie une perte probable du P.C.F. de l'ordre de 1.500.000 voix, au minimum, se

résume tout le drame actuel du prolétariat français. En moyenne, au moins un électeur communiste de 1956 sur 4 a voté OUI, s'est prononcé pour le pouvoir fort, pour la bourgeoisie. Non seulement la petite-bourgeoisie et la paysannerie se sont-elles rangées derrière de Gaulle, laissant isolée la classe ouvrière, mais, de plus, cette dernière n'a pu se retrouver unie, même sur le terrain électoral. Si la classe ouvrière, dans sa large majorité, a voté NON, inutile de se cacher que d'importantes couches de travailleurs ont voté OUI. Les chiffres sont là : en Loire-Atlantique, l'un des secteurs où, pourtant, le pourcentage des NON est le plus fort, il ne s'est trouvé que 51.824 électeurs pour voter NON, moins de la moitié des voix ouvrières de 1956 !

F. FORGUE.

(Suite page 2.)

## Après le congrès de l'U. G. S.

**L'**UNION de la Gauche Socialiste est née, l'an dernier, de la fusion de plusieurs organisations : la Nouvelle Gauche, le M.L.P., la Jeune République et quelques groupes de socialistes dissidents.

L'U.G.S. a, de ce fait, été, dès sa naissance, en proie aux tendances les plus disparates : crypto-stalinisme d'une grande partie des dirigeants du M.L.P. mâtiné de liaisons presque avouées avec le clergé, opportunisme pro-stalinien et tendance à la « phrase » de l'équipe « France-Observateur » de la Nouvelle Gauche, tendance petite-bourgeoise et chrétienne des dirigeants de la Jeune République.

Cet état de choses avait, dès l'origine, voué la direction de l'U.G.S. à une politique à la petite semaine. C'est ainsi qu'aucun programme n'a été élaboré, qu'aucune position de principe ferme vis-à-vis du stalinisme n'a pu être prise.

Peut-on construire un authentique parti socialiste révolution-

naire dans un esprit de compromis avec l'appareil stalinien ? Jusqu'à présent, la direction de l'U.G.S. n'a pas répondu nettement à cette question décisive.

Cependant, le coup de force du 13 mai, assez paradoxalement, a favorisé la consolidation relative et le renforcement de l'U.G.S. Le seul fait, pour elle, de maintenir pour ligne : « contre le fascisme et le gaullisme, pour la paix en Algérie, union des organisations ouvrières » a suffi — face à la trahison et à l'impuissance des grandes organisations ouvrières traditionnelles — à lui conférer un aspect de révolutionnaires décidés. De plus, l'équipe de « France-Observateur », Martinet-Bourdou, a compris, dès cette époque, l'intérêt qu'il y avait pour elle à disposer d'une organisation relativement solide et dynamique à l'entrée d'une période fertile en scissions et regroupements ultérieurs.

Il est donc incontestable que, toutes choses étant relatives, l'U.G.S. a fait montre d'une cer-

**A**VEC le présent numéro, « La Vérité » cesse, au moins pour un temps, de paraître chaque semaine. N° 512 ! Il y a plus de 18 ans, en juillet 1940, Marcel Hic, qui devait, au début de 1944, être déporté par les nazis à Buchenwald et succomber dans l'usine souterraine du tunnel de Dora, publiait le N° 1 de « La Vérité », reprenant, pour le journal trotskiste, le titre du premier organe de l'opposition communiste de gauche en France, en 1929, le titre même de la « Pravda » de Lénine.

Ceux qui feuilletèrent les 512 numéros parus jusqu'à ce jour de « La Vérité » — dont les 100 numéros clandestins, aujourd'hui rarissimes, pour la publication desquels, sous l'occupation hitlérienne, de nombreux militants firent le sacrifice de leur liberté et de leur vie — ont vu, dans le reflet fidèle de 18 ans de lutte de la classe ouvrière pour la destruction du régime capitaliste, de lutte de l'avant-garde pour la construction d'un nouveau parti ouvrier, d'un parti leur vie — pourront juger si notre journal a été fidèle à son titre. Ils pourront voir le fidèle à la tradition du marxisme révolutionnaire, de l'Internationale Communiste de Lénine et de Trotsky, enrichie par l'immense expérience accumulée au cours des 40 dernières années, d'un parti indépendant de tous les Etats, de tous les gouvernements et de tous les appareils bureaucratiques, dépendant des seuls intérêts de la classe ouvrière, parti dont la construction est la condition indispen-

sable de la victoire finale du socialisme.

A chaque étape, « La Vérité » a analysé la situation avec pour seul critère l'intérêt de la classe ouvrière, et défini le programme et les moyens d'action susceptibles de conduire à la victoire. Elle a montré qu'en imposant, en 1945, la dissolution des milices patriotiques, Maurice Thorez nous conduisait « sur le chemin qui ramène à Vichy » ; elle a dénoncé la guerre d'Indochine, et le soutien criminel apporté à son déclenchement par les ministres du P.S. et du P.C.F., associés alors au gouvernement avec le M.R.P., sous le signe du tripartisme.

Elle a montré que la politique du « produire d'abord », la condamnation de la grève comme « arme des trusts », signifiait le replâtrage du régime capitaliste avec l'appui des dirigeants S.F.I.O. et P.C.F., alors que l'intérêt le plus évident des travailleurs exigeait que l'on mit à profit le régime capitaliste avec l'appui de Vichy, pour l'abattre.

te ne formé dans cette période (ce qui lui a permis d'ailleurs d'échapper complètement, à travers la « lutte antifasciste », de prendre position sur autre chose que sur l'actualité immédiate).

Le choix de la date du Congrès, en pleine période électorale, est hautement significatif du désir des dirigeants de l'U.G.S. d'escamoter tout débat sérieux sur le programme et la ligne politique de l'organisation.

Les débats ont essentiellement porté sur l'Union des Forces Démocratiques et la fusion avec le Parti Socialiste Autonome. Toute discussion en profondeur a pratiquement été impossible. Les tenants de la motion Dechézelles-Jouffé — seule motion qui ait tenté une clarification politique, et pris position clairement contre le stalinisme, pour le droit de tendance à la C.G.T., en un mot qui ait tenté d'ouvrir la discussion de fond dans l'or-

trance

(Suite page 3)

BLANCHARD.

« LA VÉRITÉ ».

(Suite page 3.)

# LE 28 SEPTEMBRE...

(Suite de la page 1.)

Dans la banlieue parisienne, depuis 25 ans, la bourgeoisie n'avait plus remporté pareil succès. C'est ainsi qu'à Montreuil, alors qu'en 1956 le P.C.F. avait obtenu 21.459 voix, il n'y a que 17.473 NON. A Saint-Ouen, pour plus de 15.000 voix communistes en 1956, on ne compte que 11.465 NON.

Les résultats du référendum sont le reflet du renversement de la situation, en faveur de la bourgeoisie, qui s'est opérée en mai sous l'impulsion des « ultras ». Pour la première fois depuis 1944, la bourgeoisie s'est trouvée en état d'imposer ses solutions, par la force, sans se soucier des réactions de la classe ouvrière. La consécration du coup d'Alger par l'investiture de de Gaulle n'a pas avant tout signifié l'adoption d'une politique algérienne imposée par les « ultras » ; elle a d'abord signifié que la bourgeoisie passait à l'offensive. « L'Etat fort », qui n'était qu'un rêve, en apparence irréalisable quand on considérait la faiblesse et les déchéments de la bourgeoisie devenait, du fait de la non-intervention de la classe ouvrière, une réalité. L'initiative changeait de camp. Cette défaite qui fut une capitulation sans combat, ce sont, on ne le dira jamais assez, les directions

des grandes organisations ouvrières qui en portent totalement la responsabilité. Dans ces journées de mai où tout encore était possible, comme devait le témoigner l'extraordinaire manifestation du 28 mai et la grève des enseignants du 30, dans ces journées où la bourgeoisie n'osait encore franchir le pas qui la conduirait au pouvoir fort, où Alger, en définitive, ne pouvait rien si Paris n'avait pas cédé, les directions se sont brutalement montrées sous leur vrai jour. Du 13 au 28 mai, systématiquement, elles empêchèrent toute action de la classe ouvrière contre la réaction. Elles s'en remirent totalement — et tout autant le Parti Communiste Français qui, rappelons-le, vota des félicitations à Salan, que le P.S. — au gouvernement bourgeois, et plutôt que de faire le moindre appel aux masses, dénoncèrent les « provocateurs », réclamèrent la patience et le calme. Puis, le 29 mai, brisant les reins au formidable mouvement de résistance à la dictature qui se mobilisait, la direction melleiste de la S.F.I.O. s'agenouillait devant de Gaulle, tandis que le P.C.F. laissait faire, se refusant à soutenir la grève générale des enseignants et préférant attendre le 1<sup>er</sup> juin pour lancer, seul, un « baroud d'honneur » dans le seul but de se dédouaner.

que importance n'est entreprise contre la guerre d'Algérie, aucune manifestation n'a lieu. Sur le plan des revendications, les thèses syndicales désorientent bureaucraties des confédérations ouvrières en mettant en avant des revendications hiérarchisées, et elles parviennent, en

1957, à éviter une action généralisée des fonctionnaires. Ainsi se prépare une nouvelle situation où, sous l'impulsion de son aile la plus réactionnaire et la plus décidée, la bourgeoisie tentera d'apporter une solution à ses problèmes en brisant le mouvement ouvrier.

pas été imposée à la classe ouvrière. Le problème de la construction d'une direction de la classe ouvrière était le problème essentiel, déterminant. C'était de sa solution que dépendaient en définitive les réponses qui seraient données à la crise française.

## LE BILAN DE QUATORZE ANNÉES

CES deux dernières années ont été décisives. Les comportements des directions ouvrières y a été particulièrement significatif. C'est pourquoi nous nous y sommes attardés. Mais il faut bien comprendre qu'il s'agit là de la politique généralement pratiquée par ces directions. Ce n'est pas du 2 janvier 1956 ou du refus de généraliser la lutte, à partir de Nantes, en septembre 1955, que date la politique de trahison de ces directions.

En 1944, l'Etat bourgeois en France n'était qu'un fantôme d'Etat. C'est grâce à la collaboration sans réserves du Parti Socialiste et du Parti Communiste, qui avaient alors la confiance absolue de l'écrasante majorité des travailleurs français, que cet Etat a été reconstitué. C'est le Parti Communiste, suivi par les socialistes, qui a détruit tous les germes d'un nouveau pouvoir armé dans les combats de la Libération, c'est le Parti Communiste qui a dissous les milices patriotiques, qui, par la voix de son secrétaire général, Maurice Thorez, a proclamé : « Un seul Etat, une seule armée, une seule police » — l'Etat, l'armée et la police que nous subissons aujourd'hui, puisqu'il s'agit de l'Etat bourgeois, de l'armée bourgeoise, de la police bourgeoise !

Ce sont les organisations ouvrières qui, par la politique du « Produire d'abord », ont permis aux capitalistes d'échapper à la ruine économique. En un mot, de 1944 à 1947, les partis ouvriers ont pris sur eux de reconstruire les bases de la domination bourgeoise. Et ce n'est qu'à partir de là que la politique française de ces quatorze dernières années est compréhensible.

La bourgeoisie a pu survivre en s'appuyant sur le mouvement ouvrier, le régime capitaliste a pu se maintenir grâce à la collaboration des partis qui canalisent l'action des travailleurs. Mais, pour le capitalisme, cette situation présente des inconvénients sérieux. En effet, être tributaire des directions ouvrières signifie faire de larges concessions à la classe ouvrière, car l'appui des directions ne serait d'aucune utilité si les ouvriers ne suivaient pas ces directions — et elles ne les suivent que pour autant que ces directions puissent présenter un bilan relativement positif. C'est d'ore et là, du point de vue des salaires, de la discipline du travail, des libertés politiques et syndicales, la bourgeoisie est contrainte de céder un peu pour garder l'essentiel.

Mais, plus encore, pareille situation rend les ouvriers conscients de leur force en même temps qu'elle leur permet de s'organiser et de dépasser, dans la lutte, à partir de leurs organisations, les limites que ces derniers veulent leur imposer. Pareille situation contient en permanence une menace mortelle pour la bourgeoisie : que les masses dépassent les cadres que leur fixent leurs directions,

et c'en est fait de la stabilité sociale.

Ainsi, en France, sur la base de l'extrême décomposition de l'impérialisme français, aggravé dans des proportions énormes par la révolution aux colonies, deux processus se développent parallèlement.

D'une part, à travers une série de combats qui, tantôt, sont partiellement victorieux, tantôt se terminent par un échec, la classe ouvrière tend à s'émanciper des directions traditionnelles, à se donner sa propre direction. Cette recherche se fait dans tous les domaines : sur le terrain proprement politique, où l'avant-garde organisée exprime la nécessité d'un programme révolutionnaire correspondant aux besoins de l'époque et s'opposant aux pauvres tentatives de repâtissage de l'édifice capitaliste. Sur le terrain revendicatif, où les travailleurs tendent à imposer leurs mots d'ordre, à ne se battre que pour ce qui leur paraît juste. Sur le terrain des luttes qui débordent fréquemment le cadre qui leur avait été fixé et dont les travailleurs arrachent parfois la direction aux bureaucraties. Sur celui des formes d'organisation enfin, où les travailleurs cherchent à forger des organismes de lutte, qui correspondent à leur souci de démocratie et d'efficacité.

Cette tendance est certes morcelée, elle se manifeste de manières bien différentes, à des niveaux divers, avec une ampleur plus ou moins grande, mais elle existe et elle se développe sur la base de l'activité incessante de la classe ouvrière pour défendre son niveau de vie. C'est à travers les luttes qu'elle apparaît et qu'elle se renforce, remettant en question le contrôle que les bureaucraties syndicales et politiques font peser sur les travailleurs.

D'autre part, la bourgeoisie, à travers chaque combat partiel, garde le même objectif : affaiblir le mouvement ouvrier pour pouvoir gouverner sans avoir à ménager la classe ouvrière. Gouverner non plus en s'appuyant sur les organisations ouvrières pour canaliser le mouvement des masses, au risque de lui laisser ainsi la possibilité de resurgir à chaque instant, mais gouverner contre la classe ouvrière, en brisant ses organisations.

C'est dans cette voie que s'est orientée la bourgeoisie en confrontant le pouvoir à de Gaulle. Si ses couches les plus responsables ont pensé que l'on pouvait s'attaquer de front à la classe ouvrière, c'est qu'elles la jugeaient suffisamment démoralisée, désorganisée, pour qu'elle ne puisse opposer de résistance.

Cette démoralisation, cette désorganisation, ce désarroi que nous connaissons aujourd'hui sont le produit direct du maintien de la domination des appareils sur le mouvement ouvrier.

Ce qui était décisif, c'est ce qui se passait à l'intérieur de la classe ouvrière. Si le carcan bureaucratique avait pu être brisé à temps, la défaite n'eût

CERTES, la bourgeoisie n'a réglé aucun des problèmes qu'elle doit affronter. Ni les massacres du Forum, ni les 97% de OUI n'ont réglé la question algérienne et la guerre continue toujours. Les « ultras » qui sont à l'origine du nouveau pouvoir imposeront-ils totalement leurs désirs au gouvernement de Gaulle ? Et demain, l'Afrique restaurera-t-elle le calme ? Ne sera-t-elle pas une nouvelle poudrière ? Où en sont les finances comment va évoluer une économie qui donne de sérieux signes d'essoufflement ? Certes, les choix que fera de Gaulle seront d'une grande importance pour apprécier les rythmes selon lesquels se développera son « expérience », pour juger des chances de stabilité de son gouvernement, mais cet aspect de l'évolution des événements n'est pas décisif.

Quelque choix que fasse de Gaulle, une chose est certaine : l'offensive contre le mouvement ouvrier est inscrite dans les faits. La bourgeoisie va profiter de son avantage pour abaisser encore le niveau de vie de la classe ouvrière, pour renforcer la « discipline du travail », pour imposer plus encore des cadences infernales. Pour pratiquer à l'aise cette surexploitation, le patronat s'attachera aux droits syndicaux les plus élémentaires et, avec l'appui de l'Etat, pourra, par exemple, obtenir le renvoi des délégués pour des motifs politiques. La limitation du droit de grève est à l'ordre du jour dans la fonction publique et, dans tous les domaines, les droits les plus élémentaires et les plus fondamentaux de la classe ouvrière seront remis en question.

Les droits politiques, les libertés d'organisation, de réunion, de manifestation, d'expression, sont, elles aussi, visées. Demain, peut-être, par exemple, ne sera-t-il plus possible d'exprimer son opposition à la guerre d'Algérie.

Un devoir urgent et immédiat s'impose aux révolutionnaires : organiser la résistance à l'offensive réactionnaire. Certes, cela veut dire, pour chaque militant révolutionnaire, tout faire pour que ne soit pas remise en question, là où il est, la moindre conquête ouvrière, alerter les travailleurs, préparer avec eux la résistance. Mais cela veut dire aussi — et d'abord — proposer une politique de résistance.

Cette politique, c'est l'unité de front de la classe ouvrière contre toute atteinte à ses conditions d'existence, à ses libertés. Nous ne retirons pas un mot des critiques que nous avons adressées à la direction du Parti communiste français, nous ne modifions pas l'appréciation que nous en avons donnée, mais, sur la base de la défense des libertés ouvrières, nous sommes prêts à pratiquer avec lui l'unité d'action et nous pensons que c'est l'attitude que doivent avoir tous les militants ouvriers. Pour la défense des libertés syndicales et politiques de la classe ouvrière, un Front Unique peut se

## COMMENT LA BOURGEOISIE A REPRIS L'INITIATIVE

Les partis traditionnels de la classe ouvrière ont été les organisateurs de la capitulation et de la défaite en mai 1958, ce n'est pourtant pas d'un seul coup que la situation s'est renversée. La question se pose de savoir comment on est passé de la situation qui existait le 2 janvier 1956 à celle du 28 septembre 1958.

La route qui a mené à la défaite est jalonnée par les trahisons successives des directions ouvrières. Loïn d'utiliser comme un tremplin leurs succès de 56, P.S. et P.C.F. s'en remirent à un gouvernement de Front Républicain que les socialistes allèrent jusqu'à présider, tandis que les communistes le soutenaient ardemment. Parti à Alger pour faire la paix, bombardé de tomates, Mollet se décida à faire la guerre totale au peuple algérien. Et, le 12 mars 1956, les députés communistes et socialistes, unissant leurs voix à celle de la pire réaction votèrent les tristement célèbres « pouvoirs spéciaux ». Ils trahissaient ainsi non seulement leurs idées, le socialisme dont les uns et les autres se réclamaient, mais aussi, tout simplement, leur mandat de représentants du peuple : ils purent faire la paix en Algérie, ils faisaient la guerre. Et la guerre totale, car le gouvernement à direction socialiste et à soutien communiste, faisant ce qu'aucun gouvernement jusque-là n'avait osé, rappela deux classes pour la défense des milliardaires de l'alfa et de la vigne !

Ainsi, la classe ouvrière, trahie par ses dirigeants, voyait disparaître les espoirs nés des élections de 1956. Les lourds appareils de propagande et d'encadrement des partis ouvriers, loin d'être mis au service des travailleurs dans leurs luttes, se manifestaient comme le plus sûr barrage opposé à leur activité. Ils se partageaient admirablement le travail. Les uns participaient directement à la répression, prenant sur eux le

« travail que la bourgeoisie préférait ne pas avoir à accomplir. Les autres passaient du soutien à une opposition loyale et s'opposaient systématiquement à toute lutte d'envergure.

Ce fut le sabotage du combat héroïque que menèrent, isolés, les jeunes rappelés. Les jeunes ouvriers de Rouen, qui avaient attaqué une caserne pour soutenir leurs camarades sous l'uniforme, ceux de Grenoble qui avaient arrêté un train de troupes furent traités de provocateurs. Aucun mouvement de grève, aucune manifestation de solidarité ne fut envisagée alors que la jonction entre la classe ouvrière et la lutte des jeunes auraient sans aucun doute rendu impossible la réalisation des plans de Lacoste et de Mollet. Au contraire, tout le poids de l'appareil du P.C.F. s'employa à empêcher cette jonction et il y parvint.

Pendant ces deux ans, la crise de la bourgeoisie alla s'accentuant. Le peuple algérien ne pouvait être réduit par les armes, la guerre pesait sur l'économie française, les Américains s'impatientaient et les contradictions au sein des couches dirigeantes ne cessaient de devenir plus aiguës. La classe ouvrière, que l'on faisait tout pour maintenir « hors du coup », demandait une menace constante pour cette bourgeoisie affaiblie. Comment régler la question algérienne sans remettre en question la stabilité de la domination capitaliste ? telle était l'insoluble question que se posaient ses hommes politiques. Le « pouvoir fort » ? On n'osait pas encore heurter de front la classe ouvrière.

Alors que se développait une situation pré-révolutionnaire qui exigeait des réponses audacieuses, une mobilisation des masses sur leur terrain de classe, le P.C.F. poursuivait sa politique de soutien de fait de la guerre d'Algérie, tandis que le P.S. continuait à administrer, en « gérant loyal », aucune action politique de quel-

(Suite de la page 2.)

constituer qui regrouperait tous les organisations ouvrières qui ont refusé de s'intégrer à l'Etat fort, le Parti communiste français, le Parti Socialiste Autonome, l'Union de la Gauche socialiste, les syndicats qui refusent leur intégration à l'Etat, etc.

Ce Front Unique serait la seule chance sérieuse de s'opposer efficacement à l'offensive réactionnaire, de mobiliser les travailleurs, de leur rendre confiance. Mais il est clair que ce Front Unique n'a de signification que s'il se constitue uniquement sur le terrain de la classe ouvrière et non sur celui de la démocratie parlementaire bourgeoise. A juste titre, les travailleurs ne se laisseront pas entraîner dans un combat pour l'application d'un « Contrat des NON » qui supposerait la reconstitution d'une IV<sup>e</sup> République améliorée. Les travailleurs, par contre, lutteront pour défendre leurs intérêts de classe.

Ce Front Unique, cette politique de Front Unique, il faut dès maintenant lutter pour l'imposer. Il faut l'opposer à la politique d'union avec Maudès et Mitterrand et à la prétention du P.C.F. d'être le seul représentant de la classe ouvrière.

Une propagande inlassable pour l'unité d'action, telle est la première tâche dans le sens d'une résistance ouvrière efficace.

La situation actuelle ne signifie nullement un anéantissement, une « disparition » de la classe ouvrière. Le prolétariat demeure la seule force progressive de ce pays. De lui seul peut venir un changement décisif. Ce qui se passe dans ses rangs demeure déterminant. Si, contre « l'Etat fort » de la bourgeoisie, à une étape ou à une autre, les masses, actuellement désorganisées, se mobilisent à nouveau, il est évident que cette mobilisation ne se limitera pas à une simple défense. Dans la lutte des classes, il n'est pas de défensive efficace qui ne débouche sur une contre-offensive.

Les révolutionnaires ne peuvent séparer leurs tâches immédiates de leurs tâches futures. Si, de toutes leurs forces, ils lutteront, dans la période actuelle, pour défendre le mouvement ouvrier contre les coups qui vont lui être portés, ils prépareront sans cesse, à travers ces combats, les conditions des victoires futures.

Victoires qui ne seront arrachées que si, face aux directions qui ont fait faillite, l'avant-garde de la classe ouvrière parvient à se rassembler sur un programme révolutionnaire, trouvant, dans une organisation véritablement communiste, l'outil indispensable pour triompher.

Les succès temporaires de la réaction ne suppriment pas cette tâche permanente qu'est la construction du Parti Révolutionnaire. Au contraire.

## Front unique

(Suite de la page 2.)

revendications à caractère bourgeois. Ayant en face d'eux des organisations politiques et syndicales ouvrières avec lesquelles ils pourraient réaliser un Front Unique sur des mots d'ordre de défense ouvrière communs à toutes les organisations, les dirigeants stalinien refusent de limiter l'unité d'action à ces revendications communes, qui respectent la personnalité des tendances; ils vont plus loin et, en les qualifiant d'organisations bourgeoises, ils cherchent à tout prix à leur imposer leur programme bourgeois. L'incapacité dans laquelle se trouve le Bureau politique du P.C.F. de trouver des alliés bourgeois, la volonté d'arriver malgré tout à réaliser cette orientation, l'amènent naturellement à tenter de l'imposer, soi-disant démocratiquement, par des comités de base « bidons ».

\*

Dans la situation présente, caractérisée par l'offensive de la bourgeoisie et le recul des possibilités d'action spontanée pour la classe ouvrière, il n'y a de démocratie dans le Front Unique que dans le cadre des organisations et des tendances réalisant l'unité d'action sur une commune stratégie et des mots d'ordre défensifs élaborés en commun.

C'est là la situation du moment. Avant la défaite du 1<sup>er</sup> juin, la classe ouvrière voyait se dresser ses organisations contre des aspirations qui la faisaient pousser, dans le développement de ses actions, vers la grève générale (août 1953, août-septembre 1955) comme vers une revendication immédiatement accessible. Le centre de gravité de l'action de classe passait, en conséquence, par la définition d'une politique appelant les masses à « déborder » les appareils. Les données de la lutte de classes en France sont maintenant modifiées, non par la faute des travailleurs, mais, avant tout, par celle des « dirigeants ouvriers » qui ont enlisé leur lutte dans l'ornière du parlementarisme. Les travailleurs ne peuvent, au moins pour un temps, concrétiser leur volonté révolutionnaire, qui ne trouve plus un point d'appui solide dans le rapport de forces entre les classes, maintenant retourné en faveur de la bourgeoisie.

La classe ouvrière doit aujourd'hui se défendre, et défendre pied à pied tout ce qui représente pour elle des possibilités de résistance et qui s'exprime dans l'institution des délégués, la liberté de revendication des syndicats, la liberté de la presse ouvrière, le droit de grève, etc. La suppression de ces droits et libertés élémentaires livrerait les travailleurs pieds et poings liés à l'arbitraire du « pouvoir fort » et de la surexploitation patronale. Quelles que soient les fautes, les erreurs et la trahison des organisations ouvrières politiques et syndicales, leur interdiction par le « pouvoir fort », l'intégration des syndicats à l'Etat, etc., approfondiraient la défaite subie le 1<sup>er</sup> juin et le 28 septembre. En luttant pour la préservation des libertés ouvrières, les révolutionnaires, non seulement n'obéissent en rien leur droit de critique contre les orientations réformistes, staliniennes et autres, mais, avant tout, ils estiment que c'est par cette voie, et uniquement par elle, que la classe ouvrière pourra reconstruire ses capacités offensives. Renouer le fil, coupé le 1<sup>er</sup> juin, qui entraînait le prolétariat de ce pays à esquisser son avenir dans les tentatives révolutionnaires qu'ont représentées les actes de « débordement » des appareils de 53 et de 55, une telle orientation passe aujourd'hui par la préservation des libertés démocratiques menacées. Il faut l'affirmer nettement; dans la période à venir, toutes les possibilités de démocratie ouvrière n'existent qu'en fonction du maintien des organisations de la classe ouvrière, et de la réalisation de l'unité de front de ces organisations.

Prétendre réaliser le Front Unique par des comités de base opposés au sommet, c'est tourner le dos au Front Unique dont la nécessité s'impose à tous. Le signature d'un pacte d'unité d'action entre les organisations est possible et réalisable, car toutes sentent la menace. Mais la rapidité avec laquelle ce Front Unique sera scellé dépend directement de la solution des problèmes que nous avons analysés dans notre série d'articles consacrés au Front Unique, et en premier lieu de la direction du P.C.F. Nul doute que, si un véritable Front Unique ouvrier s'organise dans ce pays, il rassemblerait de larges masses, il permettrait que se constitue d'authentiques comités démocratiques d'unité d'action à tous les échelons, en partant de la base, et où la base pourrait contrôler ses mandats. Mais, si l'unité d'action doit se réaliser sans exclusive, sa réalisation n'en comporte pas moins un préalable: le Front Unique d'organisations, lequel ne peut, répétition, se réaliser que sur le programme commun à toutes les organisations: le programme de défense de classe.

P. LAMBERT.

## Après le congrès de l'U.G.S.

(Suite de la page 1)

organisation — ont dû se contenter d'une bataille d'amendements.

Martinet a fait, à cette occasion, une démonstration brillante de cet opportunisme qu'il a toujours su manifester. Sa tactique a été fort simple: s'appuyer sur la gauche contre la droite et vice-versa. Après avoir, sans pudeur, affirmé que son rapport politique n'était fait que pour être complété, et dépeint la motion Dechézelles-Jouffé de ce qu'elle avait de meilleur, il s'est attaqué aux éléments confessionnels du M.L.P., comme Alvergnat et Belleville, qui enchaînaient mal leur hostilité à une fusion avec les « laïcs » du Parti Socialiste Autonome.

Ce que les motions négres-blanc ne traduisent pas, ce sont les véritables sentiments qui ont agité le Congrès. D'une part, à la base, le désir profond d'un Parti Socialiste Révolutionnaire, d'autre part, au sommet, une bagarre dans le plus pur style radical-socialiste entre les confessionnels style Alvergnat et les opportunistes style Martinet. Ces derniers Pont, en fin de compte, emporté en proclamant la nécessité d'un « grand Parti Socialiste », tout en évitant d'en trop préciser le contour.

Mais rien n'est résolu pour l'U.G.S. Cette organisation ne pourra plus guère retarder le moment où elle devra expliciter ce qu'elle entend par socialisme révolutionnaire, et rompre avec les crypto-stalinien et les cléricaux qui la gangrènent.

# LA VÉRITÉ CHAQUE MOIS

(Suite de la page 1)

dans la voie révolutionnaire de la destruction du régime capitaliste, de l'édification du pouvoir ouvrier.

Exaltant la lutte héroïque des travailleurs hongrois pour la démocratie socialiste des Conseils Ouvriers, démontrant que la paix ne pouvait être ramenée en Algérie que par le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, « La Vérité » a vu la répression s'abattre sur elle, frappant des coups de plus en plus durs.

A l'heure actuelle, quatre de ses rédacteurs, condamnés à six mois de prison avec sursis, se voient sommer de payer près de 70.000 francs chacun pour les frais du procès. En outre, à l'issue du « procès des tortures » — où « La Vérité » a été reconnue coupable de diffamation pour avoir écrit qu'il y avait des tortures en Algérie! — son directeur se voit condamner à 100.000 francs d'amende. L'aide de tous nos amis nous sera nécessaire pour faire face à ces menaces sur l'équilibre déjà plus que précaire de nos finances.

Désormais, c'est sous une autre forme que « La Vérité » poursuivra son action. L'organe du trotskisme en France paraîtra le 1<sup>er</sup> de chaque mois, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1958, sur 32, 40 ou 48 pages format 21x27. Bien que chaque numéro du mensuel doive contenir cinq ou six fois autant de texte qu'un numéro de l'actuel hebdomadaire, le prix du mensuel sera fixé à 100 francs pour le rendre accessible à tous les militants ouvriers. Le prix de l'abonnement sera de 1.000 francs pour 12 numéros.

Nous invitons tous nos lecteurs à nous apporter leur aide en souscrivant dès maintenant un abonnement pour

eux ou pour un de leurs amis. Bien entendu, nos anciens abonnés verront leur abonnement poursuivi pour une durée proportionnelle à la durée restant à courir.

Sous sa nouvelle forme, « La Vérité » pourra, nous l'espérons, mieux répondre aux tâches qui sont aujourd'hui les siennes. Comme le manifestait déjà, au cours de ces derniers mois, la longueur inusitée de nos articles, ce n'est plus aujourd'hui de mots d'ordre pour une action impossible dans l'immédiat, c'est d'études sérieuses, d'analyses approfondies qu'ont besoin les travailleurs d'avant-garde.

Etre, pour les militants de tendances diverses qui veulent, dans l'indépendance totale à l'égard de l'appareil stalinien, organiser la résistance ouvrière à l'offensive de la réaction, un instrument de travail; analyser la situation devant laquelle ils se trouvent, répondre aux questions qu'ils se posent, leur fournir la documentation, nationale et internationale, politique, économique, sociale dont ils ont besoin; montrer les voies de la réalisation du Front Uni de défense des travailleurs, tâche la plus urgente de l'heure; dénoncer ceux qui y font obstacle; aider ses lecteurs à forger les instruments idéologiques et techniques du réarmement de l'avant-garde; préparer ainsi les futurs combats, œuvrer à ce que, le jour inéluctable où les masses travailleuses et exploitées passeront de nouveau à l'offensive contre leurs exploitateurs capitalistes, leur effort révolutionnaire ne soit pas une fois de plus émasculé par ces appareils bureaucratiques, politiques et syndicaux qui ont une fois pour toutes, lié leur sort au salut du régime capitaliste d'exploitation: telles seront les tâches que, sous notre nouvelle forme mensuelle, nous nous efforcerons d'assumer.

### BULLETIN D'ADHESION

NOM .....  
PRENOMS .....  
ADRESSE .....  
PROFESSION .....  
Convaincu qu'un révolutionnaire doit, actuellement, s'organiser sans délai, j'adhère au P.C.I. (trotskyste).

Signature :

(A remplir et à retourner à « La Vérité », 5, rue de Charonne, Paris-11<sup>e</sup>).

abonne-toi  
à la V

Le Gérant : P. LAMBERT.

PRESSES OUVRIERES,  
7 Rue Victor-Hugo,  
MONTREUIL.

# AVANT TOUT LE FRONT UNIQUE

Le « oui » de la paysannerie, le « non » d'une majorité (1) de la ment répondu « oui ».

La classe ouvrière, ne signifient rien d'autre que le dépôt du bilan de toutes les organisations qui ont leur sort à celui de la IV<sup>e</sup> République, à celui du parlementarisme bourgeois, avec leur guerre d'Algérie, avec leurs scandales politico-financiers, avec la détérioration constante du pouvoir d'achat à laquelle ils présidaient.

Les travailleurs ont, néanmoins, dans leur majorité, répondu « non » parce qu'ils avaient parfaitement compris que la nouvelle constitution signifie une menace directe contre leurs libertés, contre ces libertés ouvrières qui furent chèrement arrachées au cours des combats de classe qui jalonnent le XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Mais le « oui » de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie, faisant confiance aux cercles dirigeants du grand capital, laisse le champ libre à une offensive de la bourgeoisie contre les masses exploitées. C'est de cette réalité qu'il faut partir pour analyser la situation qui résulte du référendum et définir une politique efficace de résistance ouvrière.

Après une telle défaite, aucune complaisance ne doit être tolérée. Les faux-fuyants doivent être condamnés, la critique de la politique présente et passée de ceux qui, P.C.F. et P.S., ayant la direction de la classe ouvrière, nous ont amenés là où nous sommes, est indispensable si l'on veut cimenter demain le Front Unique ouvrier sans lequel nulle résistance efficace ne peut être organisée.

## RÉGIME BOURGEOIS ET « POUVOIR FORT »

L'expérience l'a une fois encore confirmée : en refusant le combat révolutionnaire, les grandes organisations ouvrières traditionnelles, et tous ceux qui, dans leur sillage, ont édifié les plus mirifiques programmes de la classe ouvrière à subir une des mes pour une « démocratie consécutive » dans le cadre de la préservation des rapports économiques et politiques bourgeois, ont amené plus lourdes défaites de son histoire. Au bout du compte, tous ces programmes, depuis celui du Conseil National de la Résistance jusqu'à celui du Comité National Universitaire, en passant par le programme de défense du Parlement et du parlementarisme bourgeois sur lequel se sont axés P.C.F. et P.S. lors des événements de mai, n'ont pas abouti à une démocratie « renouée », mais au pouvoir personnel. Ne laissant à la disposition du prolétariat que l'arme secondaire du bulletin de vote (2), sobotant tous les grands combats de classe : grève Renault d'avril-mai 47, grèves de novembre-décembre 1947, grève des mineurs de 1948, grève générale d'août 53, grève généralisée d'août-septembre 1955, mouvements des rappelés de 1955-56, concentrant toutes les forces dont ils pouvaient disposer pour interdire aux travailleurs l'action de classe, ou, quand elle avait commencé malgré eux, la canaliser dans les cadres du parlementarisme bourgeois, les super-réalistes qui sont à la tête des grands partis ouvriers et des centrales syndicales ont organisé la défaite.

Ils ont prétendu opposer au programme révolutionnaire de lutte de classes, de lutte pour le pouvoir ouvrier, pour la démocratie socia-

**P**LUS que jamais, la classe ouvrière, à qui la bourgeoisie a infligé une défaite sévère, ne pourra résister à l'offensive patronale contre son niveau de vie et ses libertés que par la réalisation du Front Unique ouvrier.

Les résultats du référendum sont là. Ils n'ont fait qu'exprimer d'une manière éclatante l'ampleur de la défaite subie entre le 13 mai et le 1<sup>er</sup> juin, lorsque les travailleurs, du fait de la carence de leurs dirigeants réformistes et stalinien-

laissé de Gaulle s'installer au pouvoir sans combat ; défaite encore aggravée par la politique mise en œuvre depuis par ces diligeants.

La paysannerie, la petite bourgeoisie des villes se sont retournées massivement, isolant les forces fondamentales du prolétariat, qui, du fait de la politique des organisations réformistes et stalinien-

liste qu'impliquaient les grandes actions ouvrières de ces dernières années, le programme « réaliste » du bipartisme de 1944-47, de la reconstruction de l'Etat bourgeois, de la collaboration au gouvernement de Gaulle après la libération, du « produire d'abord » et de la « grève, arme de classe des trusts » ; puis des augmentations hiérarchisées, de l'« utopie de la grève générale », enfin du vote des pouvoirs spéciaux ; ceci au nom de la « théorie » suivant laquelle on peut réaliser le socialisme par les voies parlementaires.

Les faits ont malheureusement tranché. Si décadente soit-elle, la bourgeoisie, en tant que classe, défendra ses privilèges et le régime qui les incarne, avec l'énergie du désespoir, contre le prolétariat et les masses opprimées. Elle recourra à toutes les armes, à tous les moyens possibles et imaginables pour sauvegarder sa domination de classe ; jusques et y compris, s'il le faut, à la dictature et à la guerre. Si libéral et si respectueux de la dignité humaine qu'il se proclame, l'honorable directeur du « Monde », M. Hubert Beuve-Méry, a répondu « oui ». Ses doutes, ses déchirements, n'ont abouti qu'à ces lignes, conclusion de son article « L'option », véritable testament d'un libéral :

« Oui... parce qu'un grand pays ne peut demeurer longtemps sans pouvoir organisé. »

On pourrait rétorquer : et Mendès-France ? Il est indéniable, et ne pas le reconnaître serait faire preuve d'un sectarisme étranger à la classe ouvrière, que le leader radical a montré depuis le 13 mai une continuité remarquable, et, à certains égards, courageuse. N'oublions pas cependant que le même Mendès-France fut le président du Conseil qui, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, déclencha la guerre d'Algérie ; et que, depuis, toutes les propositions qu'il fit concernant l'Algérie visaient, en lançant d'abord l'armée française à fond dans le conflit, à préparer les conditions d'un règlement politique de nature à préserver les positions fondamentales de l'impérialisme français.

Le 1<sup>er</sup> juin, si Mendès-France a voté contre l'investiture du général de Gaulle, c'est avec une argumentation que l'on peut résumer en ces termes : en prenant le pouvoir dans les conditions actuelles, contrairement à ce qui est affirmé, vous nous conduisez pour demain à une situation où la menace révolutionnaire contre ce régime, que nous défendons l'un et l'autre, sera encore plus grande. Je vote contre, en pensant à cet avenir, afin de préserver les conditions de la pérennité du régime capitaliste.

On ne peut reprocher à Mendès-France de rester conséquent avec sa position d'homme d'Etat bourgeois. Du point de vue de la classe ouvrière, cette attitude pose diverses questions. Tout d'abord, la position de Mendès-France demeure à peu près isolée dans la bourgeoisie. L'immense majorité des politiciens libéraux ont imité Beuve-Méry. Ils ne divergent pas sur le fond avec Mendès-France, mais n'ont plus aucune confiance, pour le moment, dans le système de la démocratie parlementaire pour défendre l'ordre

bourgeois. Ils préfèrent, en conséquence, le pouvoir personnel, quelles que soient les craintes qu'ils nourrissent tous pour demain : « Périrait le régime parlementaire plutôt que le système du profit », tel est leur mot d'ordre à tous.

Il faut citer ici un exemple plus éloquent encore, pris dans l'histoire récente : Daladier a signé avec Blum et Thorez le pacte du Front Populaire en 1935. Mains de quatre ans et demi plus tard, Daladier dissolvait le P.C.F. et la plupart des organisations ouvrières. Aujourd'hui, Daladier était pour le « non ». On pourrait parler d'inconséquence. Bien au contraire, Daladier reste un homme d'Etat bourgeois conséquent, prenant position en se conformant au seul critère valable à ses yeux : la défense du régime capitaliste. En 1935, face à la montée révolutionnaire du prolétariat, il signe un pacte avec les dirigeants du P.S. et du P.C.F., à seule fin d'endiguer, dans les voies du parlementarisme bourgeois, le mouvement des masses qui culmina en juin 36. En 1939, pour la défense des positions de l'impérialisme français, Daladier se leront de nouveau, à une étape uldresse contre la classe ouvrière. En 1958, mesurant les périls qui assailleraient la bourgeoisie, il estime devoir une nouvelle fois préserver, en vue d'un tel avenir, la marge de manoeuvre pour sa classe que constitue la politique qu'ont incarnée, en juin 36, le mot d'ordre de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève », en 1945, la dissolution des Milices Patriotiques et le « produire d'abord », en 1958, le vote d'union sacrée en faveur de Pflimlin-Salou.

Pour ne reprendre d'ailleurs que la vie politique de Mendès-France, ses actes antérieurs prouvent suffisamment que des démocrates bourgeois ne peuvent, lorsque la classe dominante exige, pour la préservation de ses intérêts, le passage de la démocratie parlementaire au « pouvoir fort », s'y opposer efficacement. C'est donc que, seule, une politique indépendante de la part du prolétariat est à même de préserver les libertés ouvrières.

Autrement dit, dans sa lutte révolutionnaire pour le socialisme, le prolétariat représente la seule force dont les intérêts de classe (aussi bien ses intérêts immédiats que ses intérêts historiques, son aspiration à un bouleversement révolutionnaire des fondements de la société bourgeoise), ne peuvent, à quelque moment que ce soit, entrer en conflit avec les libertés démocratiques essentielles, qui sont, au contraire, indispensables à son action. Toute politique visant à subordonner le prolétariat aux intérêts de la bourgeoisie, fut-ce de son aile libérale, est donc en contradiction totale, complète avec une défense véritable, efficace, « réaliste », des libertés ouvrières et démocratiques. Car la bourgeoisie libérale, répétée, quand les positions de sa classe sont menacées, est contrainte d'accepter, avec, certes, des hésitations, des craintes, des pleurs et des soupis (et même en répondant « non » au référendum), la dictature.

L'histoire récente confirme une nouvelle fois et sans appel les enseignements tirés par Marx de la

révolution de 1848. De l'analyse des faits découle encore cette conclusion que la lutte pour le socialisme est inséparable d'un programme correct de défense des libertés démocratiques. Toute position « abstentionniste », même agréementée d'un appel à « l'action directe », dans une situation où ne reste ouverte à peu près aucune possibilité de lutte pour les travailleurs, participe d'un infantilisme qu'il faut condamner sans appel.

## LES OBSTACLES AU FRONT UNIQUE

La classe ouvrière, dans son combat émancipateur, est contrainte aujourd'hui de repartir à un niveau plus bas. Elle doit préserver ses droits élémentaires, avant tout son droit de rester politiquement indépendante de la bourgeoisie. Elle ne peut y réussir aujourd'hui que par la définition d'une juste politique de front unique ouvrier. Nous avons, dans de précédents articles (3), montré quels sont les obstacles internes que les travailleurs doivent surmonter pour aboutir à leur unité de front. Il est néanmoins nécessaire d'y revenir encore.

Dans un article consacré au congrès tenu récemment par l'Union de la Gauche Socialiste, François Billoux démontre une fois de plus le caractère profondément antiunitaire de l'orientation actuelle du stalinisme français. Billoux qualifie d'« anticommunistes » les résolutions du congrès de l'U.G.S., dans la mesure où elles définissent une orientation différente de l'orientation du P.C.F. Certes, les positions de l'U.G.S. ne peuvent pas plus être qualifiées de « communistes » que la politique de Billoux ; mais ce n'est pas ici notre propos. Il reste que, pour les stalinien-

ous, tous les stalinien-

différenciée, de son point de vue, comme elle en a le droit le plus absolu, de la politique du P.C.F. — comme prétend le faire Billoux — c'est, qu'il le veuille ou non, exclure Depreux, Forestier, Lauré, Hébert de ce Front Unique. Car, n'en déplaise à Billoux, pour des raisons qui sont les leurs, la direction du Parti Socialiste Autonome, celle de S.N.I., de la F.E.N., aussi bien que les militants F.O. hostiles au pouvoir personnel, tous sont opposés à la politique du Bureau Politique du P.C.F. Sans même parler des trotskistes...

L'article de Billoux apporte donc une preuve supplémentaire de la nécessité de situer toute politique véritable de Front Unique sur le seul terrain de classe. Tout mot d'ordre, toute revendication étrangers aux intérêts du prolétariat, portent en eux le germe de la division des travailleurs.

## COMITÉS FACTICES OU FRONT DE CLASSE

Au cours des événements de mai, la floraison sur le papier des Comités de Défense de la République a eu l'efficacité que l'on sait. A aucun moment ces constructions artificielles n'ont joué un rôle quelconque dans la mobilisation des masses. Ni dans la manifestation du 28 mai, ni dans la grève générale des enseignants du 30, les Comités de Défense de la République n'ont été partie prenante à quelque titre que ce soit. Et pourtant, la direction du P.C.F. a continué depuis le 1<sup>er</sup> juin à axer toute sa politique sur la pseudo-organisation des masses dans ces comités « bidon » où les militants du P.C.F. se retrouvaient pratiquement entre eux. La prise de conscience des masses, là où elle a existé, de la nécessité de répondre « non » au référendum, s'est située entièrement dans le cadre des organisations ; elle s'est faite en premier lieu par le canal de la Fédération de l'Education Nationale, du Syndicat National des Instituteurs, du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire et du Syndicat National de l'Enseignement Technique, par celui des militants qui ont fondé le Parti Socialiste Autonome, par celui du Parti Communiste Français et des autres organisations et militants ouvriers. Or la F.E.N., le S.N.I., le P.S.A., en particulier, en refusant de participer aux Comités stalinien-

de Défense de la République, ont marqué leur refus légitime d'accepter le programme du P.C.F. Il est donc suffisamment démontré que ces comités, condamnés à l'impuissance, ne peuvent fournir le cadre organisationnel du front unique.

Si de larges secteurs de la classe ouvrière sont restés organisés en dehors des organisations stalinien-

nes, si de plus larges secteurs se refusent à adhérer à quelque organisation que ce soit, si l'ensemble du prolétariat, y compris les secteurs influencés par le P.C.F., a refusé, depuis des années (27 mai inclus) d'engager des actions décidées sur la seule initiative du P.C.F., c'est donc que le Front Unique des organisations est un préalable indispensable à toute possibilité d'action efficace. En conséquence, opposer Front Unique au sommet à la pseudo-démocratie de comités où les militants P.C.F. désignent entre eux les « dirigeants » de ces comités, cela est non seulement ridicule, mais entache toute la politique « unitaire » du P.C.F. d'impuissance et d'inefficacité.

L'orientation de la direction du P.C.F. présente une homogénéité qu'il faut condamner si l'on veut aller de l'avant dans la voie du Front Unique. Vouant réaliser l'accord avec une bourgeoisie libérale qui s'évanouit derrière le pouvoir fort, les dirigeants stalinien-

(3) Voir « La Vérité » à partir du n° 509.